

Capitalisme, Université : PLAN FOUCHET

CONTEXTE POLITIQUE DE LA REFORME.

La crise de l'enseignement ne vient pas tant de l'incohérence du Plan Fouchet, ni de la non-validité de ses options, que de la crise permanente des structures du régime bourgeois, et plus précisément de la contradiction entre l'adaptation à l'évolution des forces productives dans le cadre de la révolution technologique actuelle et le fondement du régime de la propriété privée des moyens de production basé sur la politique du profit. Or, les structures du régime de la IV^e République étaient en retard par rapport à l'évolution des grands pays capitalistes et monopolistes, et pour devenir concurrentiel le capitalisme français était obligé d'établir une reconversion. La nécessité d'un Etat fort, garantie des intérêts des monopoles, se faisant sentir, le système capitaliste, dans le cadre désuet de la démocratie bourgeoise, risquait de courir à sa perte.

LA CRISE DE L'UNIVERSITE LIBERALE.

L'Université libérale d'alors, dans le secondaire comme dans le supérieur, favorisait essentiellement la formation des fils de la bourgeoisie, qui se dirigeaient par la suite en majorité vers les carrières productrices de services, donc en dehors du développement économique du pays. L'Université gardait une relative indépendance vis-à-vis de l'Etat et les finalités de l'enseignement étaient en totale inadéquation avec l'évolution des forces productives. Le caractère général de l'enseignement entretenait une conception mystificatrice de la culture « humaniste » par-delà les impératifs économiques.

L'Etat monopoliste ne pouvait se contenter des structures de l'Université libérale, en effet il avait à faire face à plusieurs problèmes :

- la formation accélérée des cadres moyens et supérieurs au service de ses intérêts ;
- la nécessité de faire face à la vague de natalité des années d'après-guerre ;
- l'adaptation de l'enseignement aux exigences propres d'une économie en expansion.

Le Plan Fouchet est donc bien une réforme de classe s'insérant dans le cadre du V^e Plan.

LE PROJET :

La réforme gaulliste de l'enseignement a été entreprise en deux temps :

- de 1959 à 1963, elle a visé à la réorganisation de l'enseignement secondaire jusqu'en 3^e ;
- de 1963 à 1966, le ministère de l'Education Nationale élabore les grandes lignes du Plan Fouchet qui touche l'enseignement non obligatoire.

En 1963, un décret institue un nouveau genre d'établissement : le C.E.S. L'enfant trouve devant lui à sa sortie du primaire 3 couloirs : une période d'orientation commune est bien prévue, mais elle durera en tout et pour tout 3 mois, et il est bien difficile de croire qu'à cet âge ce soit suffisant. Une véritable orientation nécessiterait une période d'études communes se différenciant progressivement à la suite de l'observation des étudiants. Or, les élèves doivent choisir dès le départ une branche déterminée.

A la suite de la 3^e, 3 branches sont ouvertes aux élèves :

— enseignement professionnel court : 2 ans ;

— étude menant au diplôme de technicien : 3 ans ;

— enseignement conduisant au bac.

Sur l'ensemble du second cycle, il faut noter un fait dont les conséquences seront très graves du point de vue de la démocratisation de l'enseignement, à savoir la disparition de M¹, seules classes que pourraient suivre les élèves provenant des C.E.G.

La dernière étape : l'enseignement supérieur :

Après le bac, deux voies sont offertes aux étudiants suivant les résultats du bac :

— l'I.U.T. (Institut universitaire de technologie) ;

— l'enseignement supérieur proprement dit (deux branches : licence en 3 ans, maîtrise en 4 ans).

En fait, 35 % tout au plus des bacheliers iront à l'Université proprement dite et aux grandes écoles.

Les caractères généraux qui ressortent des grandes lignes du projet sont une ségrégation toujours aggravée par une spécialisation abusive, par le renforcement des couloirs et par l'absence de passerelles permettant une réelle orientation.

Or, le projet de développement économique et social du V^e Plan nous montre clairement quels sont les impératifs économiques de la Réforme de Fouchet :

— Ce qu'on appelle une mobilité accrue de la classe ouvrière, c'est-à-dire la possibilité de reclassement et de reconversion permanente des ouvriers et en corrélation, la possibilité d'une augmentation du chômage dans les années à venir.

ATTITUDE DES ORGANISATIONS SYNDICALES FACE A LA REFORME.

Face à la réforme, depuis 1959, les syndicats ouvriers comme les syndicats enseignants ont adopté une position verbale de principe, qui, comme nous allons voir, paralyse l'action des étudiants dans la lutte contre le Plan Fouchet. Cette attitude s'explique ; il faut la situer dans le cadre de l'évolution de la lutte des classes et

des positions des organisations ouvrières face au gaullisme.

Dès l'année prochaine, les étudiants vont se trouver confrontés directement avec le Plan Fouchet ; ils vont subir l'application de la réforme dans un secteur déterminé. De nombreux militants de l'U.N.E.F. avaient soutenu l'hypothèse que les étudiants réagiraient violemment et rapidement au Plan Fouchet ; or, au moment où les étudiants vont être confrontés à la réforme, la réaction générale est l'indifférence alors que tous les militants sentent l'importance du problème.

La stratégie de l'U.N.E.F. n'a pas tenu compte de plusieurs facteurs essentiels : de là semble provenir l'échec.

L'U.N.E.F. a défini depuis trois ans une ligne de contestation globale du Plan Fouchet ; or, le mouvement avait conscience (et le syndicat l'affirmait dans ses congrès) que sa ligne ne pouvait s'appliquer que si elle était fondée sur l'intersyndicalisme ; dans la mesure où la réforme était l'expression d'une politique générale de classe, la combattre, c'était combattre le gaullisme. La stratégie de l'U.N.E.F. était fonction de la stratégie ouvrière.

Or, l'U.N.E.F. n'a pas tenu compte de la défaite qu'ont subie sans réagir les organisations ouvrières devant le coup d'état gaulliste en 1958, ce qui est lié au fait que les luttes menées par les syndicats et les partis du prolétariat n'ont pas débordé du cadre imposé par le régime des monopoles.

La crise du syndicalisme étudiant est un contre-coup des défaites ouvrières, elle a des origines politiques ; la direction de l'U.N.E.F. s'est donc trouvée devant cette alternative :

— ou bien attendre une hypothétique période de remontée des luttes du prolétariat ;

— ou bien remettre en question ses analyses et ses options.

Dans le premier cas, elle refusait d'agir dans le présent, dans le second cas elle laissait la direction aux éléments corporatistes du syndicat.

L'indifférence du milieu s'explique : le syndicat étudiant a lancé des mots d'ordre implicitement révolutionnaires dans une période de régression du mouvement ouvrier dans ce climat d'apathie, et s'est donc coupé de la base. Les revendications cessaient d'être des objectifs à atteindre, et devenaient des moyens de sensibilisation des étudiants. Or, la mobilisation du milieu dans le cadre d'un syndicat étudiant se fait en fonction des possibilités de réalisation des mots d'ordre. Ainsi

s'explique l'échec de la campagne de revendication sur l'allocation d'études, menée l'année dernière : cette campagne a été menée pour sensibiliser le milieu ; la possibilité de réalisation du mot d'ordre n'ayant été envisagée qu'en fonction d'un débat à l'Assemblée Nationale. Les étudiants ont admis la valeur de la revendication, mais ont été sensibles à l'utopie de la réalisation du mot d'ordre ; le résultat était donc logiquement prévisible : les étudiants étaient prêts à signer sans grand espoir les pétitions, mais l'action de masse, sur le mot d'ordre, était impossible, une manifestation irréalisable.

L'action du syndicat étudiant se situe actuellement dans le cadre du système, les limites de son action sont imposées par la nature du milieu étudiant ; s'il est vrai que la réforme de l'enseignement gaulliste est l'expression de l'intérêt général des monopoles, il n'en est pas moins exact que le gouvernement ne refusera pas des aménagements de la réforme, preuve en est les divers projets qui se sont succédés pour la licence de Lettres, à savoir :

- 1) licence en 2 ans, maîtrise en 2 ans ;
- 2) licence en 3 ans (2 années homogènes, 1 année avec 2 certificats), maîtrise en 4 ans ; une autre orientation.

PERSPECTIVES.

Il doit être dit fort clairement qu'étant donné que les syndicats demeurent des organismes de masse, il est du devoir des éléments révolutionnaires d'y travailler. Mais, les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé.

Or, il est évident que la lutte contre le Plan Fouchet, c'est-à-dire contre une des pierres de touche du régime capitaliste monopoliste, passe par la remise en question du régime tout entier. Cela, une organisation de jeunesse ne peut le faire seule. Le Plan Fouchet touche d'abord les jeunes travailleurs et ensuite seulement les étudiants. Lutter contre, est donc l'affaire de l'avant-garde du prolétariat entraînant derrière elle les jeunes travailleurs et les étudiants. Cette mobilisation des masses ne peut être obtenue uniquement dans le cadre de l'Université. C'est au niveau de l'unité de la classe ouvrière seule que peut être stoppée la nouvelle offensive gaulliste. Tout mot d'ordre doit déboucher maintenant sur des luttes politiques d'ensemble.

AVANT-GARDE-SORBONNE, est écrit et réalisé par le Bureau du Secteur Lettres de l'U.E.C.

Correspondance : 116, Avenue de Villiers - Paris XVII^e

Responsable de la Publication : VERBIZIER